

Octobre 2006

4€

SOLIDARITÉ

LA LUTTE DES SANS TERRE EN INDE



UNE MARCHÉ POUR LA DIGNITÉ
JANADESH 2007

CAMPAGNE INTERNATIONALE

Sommaire

Face à l'injustice	
Forêt, eau et terre interdites	2-3
Contraints à l'exode	3
Menace d'extinction	3
Industrialisation massive	4
Vers une dignité pour tous	
Un homme	5
Un mouvement	5
Une action nationale	6
Un soutien international	7
Comment agir ?	8



Depuis 1991, la politique de libéralisation de l'Inde a laissé de côté les plus pauvres.

Le gouvernement ne respecte pas les droits de l'Homme car il prive les communautés Dalits et les peuples tribaux de leurs moyens de subsistance (terre, forêt, eau).

« Le nouvel ordre mondial est en vigueur jour et nuit, selon le principe que celui qui ne produit pas, qui ne consomme pas et qui n'a pas d'argent pour le mettre en banque, est inutile.

Ainsi, les immigrants, les sans terre, les sans toit sont traités comme des déchets du système: ils doivent être éliminés. »

John Berger

LE SYSTÈME DES CASTES PERSISTE



© R. et S. Michaud/Rapho, Paris

La constitution indienne, ratifiée en 1949, avait pour objectif de briser le **système des castes** et plus précisément d'assurer « l'égalité de condition et des possibilités, la liberté de conscience, de croyance et d'opinion, du travail et l'assurance de **protéger les peuples autochtones** de l'Inde ». Mais il existe toujours quatre grandes catégories de castes (divisées elles-mêmes en sous castes) correspondant à différents degrés de pureté: les Brahmanes (caste des lettrés, prêtres), les Kshatriyas (guerriers), les Vaisyas (hommes de loi et commerçants) et les Sudras (artisans). Et il y a les **hors castes** appelés aussi **intouchables**, contraints aux plus basses tâches, pour les uns **Dalits** (signifie peuple opprimé), pour les autres **Adivasis** (descendants des premiers habitants de l'Inde qui, face aux invasions successives, se sont petit à petit réfugiés dans certaines régions reculées du pays). Ils représentent **un quart de la population** (soit 200 millions de Dalits et 80 millions d'Adivasis sur 1,08 milliard d'habitants) vivant dans le dénuement le plus total.

HISTOIRES VECUES...

PRIVÉS DE LA FORÊT

Les **populations tribales**, Adivasis, sont les plus implantées dans des Etats comme le Tamil Nadu, le Madhya Pradesh, le Chhattisgarh, l'Orissa, le Kerala et le Bihar. Dans certains de ces Etats, elles représentent 30 à 40% de la population.

Les Adivasis peuplent ces régions et occupent les **forêts** depuis des **temps ancestraux**, vivant en harmonie avec la nature. Mais ce **droit*** est aujourd'hui **menacé** par le gouvernement fédéral de l'Inde, qui s'est contenté de retranscrire le droit colonial britannique.

Dans les Etats du Chhattisgarh et de l'Orissa, la question est cruciale car les forêts occupent 70% de la superficie et les populations rurales Adivasis sont très nombreuses.

Leur condition est encore aggravée par la conjonction de plusieurs éléments : pression sur les **terres** et les **eaux** d'irrigation exercée par les grands propriétaires, **exploitations forestières** et plantations de **teck**, exploitation des **ressources minières** (fer, diamant, charbon, bauxite), projets de **parcs animaliers** publics. Ces projets sont souvent soutenus par les instances internationales, dont la Banque Mondiale, sans tenir compte du devenir de ces peuples originels de l'Inde. « Pour la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, nos forêts sont une marchandise de grande valeur. Mais pour nous, elles sont notre foyer, notre source de subsistance, la demeure de nos dieux, le lieu où reposent nos ancêtres, l'inspiration de notre culture » (extrait de « La force de la vérité » d'Helena Drakakis).

PRIVÉS DE L'EAU

Par exemple, située à l'Est de l'Etat du Chhattisgarh, la rivière Kelo, unique source d'eau pour 100 000 habitants, risque de disparaître. Un géant de l'acier, Jindal Steel and Power Ltd, est venu s'implanter dans la région. Non seulement il extrait l'eau de la rivière pour augmenter la puissance de son usine d'énergie thermique, mais aussi il expulse des familles de leur terre. En 1995, le gouvernement a été prévenu que les avancées de Jindal aboutiraient à un manque d'eau, il est resté sourd à cet avertissement. Par ailleurs, d'autres compagnies, étrangères cette fois-ci, posent problème. En effet, les géants américains Coca Cola et PepsiCo privent également d'eau des villages entiers dans les alentours de leurs usines. De plus, l'enquête du Centre pour les Sciences et l'Environnement en Inde montre la présence de pesticides dans ces boissons.

PRIVÉS DE LA TERRE

Nombre de problèmes, auxquels sont confrontés les Adivasis, ont pour origine la prise de possession des terres par des groupes d'intérêts puissants. Certains ont des **titres de propriété** mais l'Office des Forêts prétend qu'il s'agit de son domaine. D'après la loi indienne, une notification doit être adressée aux intéressés concernant leur expulsion. Aucune information ne parvient aux familles. Systématiquement, les Adivasis sont **expulsés** de leur terre de manière **brutale** (maisons brûlées, femmes violées, hommes torturés...). Sachant qu'un hectare de terre suffirait à nourrir une famille de cinq personnes....



CONSTRAINTS À L'EXODE RURAL

On assiste à un **processus de paupérisation** puis d'exclusion ou l'inverse. Ces populations expulsées n'ont pas d'autre choix que d'aller **grossir les bidonvilles** devenant une **main d'œuvre bon marché voire exploitée**. De 1947 à 2002, plus de 50 millions de **personnes** ont été **déplacées** dans toute l'Inde pour les besoins de construction de barrages et de digues, pour les forages miniers, pour les besoins de l'industrie... (source: « Power Politics », Arundhati Roy, 2001). Les communautés que nous rencontrons font toutes état de ce désastre permanent qui a des conséquences irréversibles sur leur mode de vie et sur l'environnement. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés par les menaces constantes, les réserves d'eau qui s'épuisent, les maladies chroniques et la déstabilisation psychologique qui s'ensuit. Quand le désespoir ne les conduit pas au pire. En Andhra Pradesh notamment, au centre de l'Inde, on observe de plus en plus de **suicides** de paysans paupérisés et endettés (rapport « Agriculture : pour une régulation du commerce mondial » du Center for Environment Concerns).

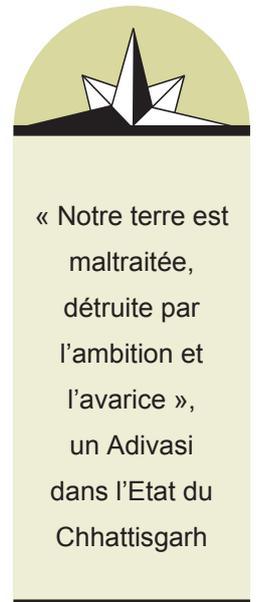


MENACE D'EXTINCTION DE TOUTE UNE CULTURE

Les peuples indigènes sont dépositaires de cultures, de langues, de croyances et d'un savoir uniques. Pourtant, le gouvernement indien, fier de ses tribus ancestrales pour attirer les touristes, les chasse de leur terre, conduisant à terme la disparition de toute une culture. L'anthropologue Wade Davis parle d'**ethnocide**. « Ce ne sont pas seulement des gens qui sont au bord du chemin du développement. Ce sont des communautés disloquées, qui n'ont que peu de chance de survivre au rouleau compresseur du développement, déracinées par les politiques gouvernementales. »

* Après plus de dix ans de tractations, la Déclaration des droits des peuples indigènes a été approuvée par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies le 29 juin 2006 (projet devant être validé par l'Assemblée générale avant la fin de l'année).

La Déclaration reconnaît les droits des peuples indigènes sur leur terre et leur mode de vie. Elle stipule qu'ils ne peuvent en être expulsés sans leur consentement libre et avisé.



LES CONSEQUENCES D'UNE INDUSTRIALISATION MASSIVE

Suite à la politique de libéralisation de l'Inde au début des années 90, les **industries indiennes** et les **multinationales** dans différents secteurs (acier, ciment, exploitation minière, bois, industries chimiques...) ont provoqué non seulement une **pollution alarmante** mais aussi des **déplacements de population tribale et Dalits** très inquiétants.

Prenons l'exemple de la **fabrication des éponges métalliques**. L'Inde est devenu le plus grand producteur d'éponges métalliques au monde.

« La production d'éponges métalliques à base de charbon est extrêmement polluante. Les autres pays ne veulent pas faire ce sale boulot. », dit un spécialiste de l'industrie.

Dans les cinq à dix dernières années, la **prolifération de ces usines** dans les Etats du Chhattisgarh, de l'Orissa, du Jarkhand, de l'Andhra Pradesh, du Goa et du Karnataka (au Sud et à l'Est de l'Inde) a ravagé les zones rurales en affectant les eaux souterraines, en polluant l'air et en causant de nombreux ravages sur les récoltes et les sols forestiers,

moyens de subsistances pour les habitants.

Le Chhattisgarh est une des principales zones où s'installent ces industries car cet Etat représente 36% des réserves indiennes en minerai à haute teneur de fer.

Les projets sont approuvés par l'Etat et les villageois n'ont pas d'autre choix que de vendre ou de céder leur terrain. S'ils refusent, ils font face aux **menaces** et aux différentes **persécutations**: villages détruits aux bulldozers, milliers d'arbres abattus, populations expulsées, meurtres...



« Ça ne s'arrête pas une seconde – jour et nuit, le bruit, la poussière, la fumée, quand nous dormons, quand nous mangeons, quand nous prions – tout le temps »,
Kerketta,
une paysanne de l'Etat de l'Orissa.

Taux de pollution pour 1 tonne d'éponges métalliques

1,6 à 1,75 tonne de minerai de fer	1,8 à 2 tonnes de dioxyde de carbone
1,2 à 1,5 tonne de charbon	0,25 tonne de poussière
0,035 à 0,05 tonne de dolomite	0,29 tonne de charbon carbonisé
1,5 à 2 tonnes d'eau	0,02 tonne de dioxyde de soufre, vapeur d'eau et pollution thermique

LE VOILE NOIR

« Dans le hameau de Rugritoli en Orissa, la poussière noire recouvre tout, des meubles à la nourriture. En plein air, les fumées grisâtres dégoulettent des cheminées des trois industries d'éponges métalliques – **Tier Chemicals Pvt Ltd, Suraj Products Ltd et Scan Steel Pvt Ltd**. Les trois usines sont à moins d'1 km les unes des autres (le guide du centre de contrôle anti-pollution précise qu'il doit y avoir une distance d'au moins 10 km entre deux usines d'éponges métalliques et qu'une usine doit être au minimum à 1 km des habitations). **Tier Chemicals**, située à environ 500 mètres, est omniprésente dans la vie des villageois.

Certains jours, l'air est si épais avec la fumée et la poussière de charbon que la visibilité est réduite à quelques mètres. Il y a à peu près, dans ce hameau, 40 maisons de petits fermiers et d'ouvriers agricoles, et l'histoire est la même partout. Le bétail déshydraté et les récoltes flétries. Le sol des terres est devenu noir et dur, les cendres de charbon ont été déversées partout. Un canal, utilisé pour l'irrigation des terres, a été bloqué par un mur installé par Tier Chemicals. Le potager est dissout, les eaux souterraines appauvries. Des problèmes respiratoires sont fréquents chez les enfants et les personnes âgées, des irritations de la peau et des

yeux touchent tout le monde. Les gens ne peuvent pas dormir dehors pendant les nuits d'été comme ils le font habituellement. S'ils s'y aventurent, ils se réveillent avec le visage tout noir. Certains villageois ont abandonnés leur maison et se sont enfuis, mais la plupart sont restés. Ils n'ont nulle part où aller. »



Source : article intitulé « Cover Story », K. Radhika & Maureen Nandini Mitra, dans Down To Earth, 15 septembre 2006

**PORTRAIT DE RAJAGOPAL P.V.
L'HÉRITIER DE GANDHI**

Extrait de l'article
d'Anne Guion,
La Vie, 1^{er} juin 2006

« Un prénom, suivi de deux initiales P.V.. Rien d'autre. Rajagopal ne divulgue jamais son nom. « *Cela reviendrait à révéler ma caste ; or, je refuse ce système* », dit-il dans un anglais parfait, avec une légère pointe d'accent indien. Surtout ne pas se fier à son ton doux : Rajagopal P.V., 58 ans, est un activiste redouté des hommes politiques indiens. En quelques années, sa voix rieuse est devenue celle de l'Inde oubliée. C'est décidé : Gandhi luttait pour l'indépendance, Rajagopal, lui, se servirait de la non-violence pour davantage de justice sociale.

Et pourtant, le parcours de ce natif du Kerala, un Etat du Sud de l'Inde, tendait plutôt vers Bollywood. Célèbre danseur de *khatakali*, un art traditionnel, il quitte la scène à vingt ans pour devenir ingénieur agricole. Et découvre aux hasards d'une tournée sur les pas de Gandhi les ravages de la modernisation : « *Toute une frange de la société est mise de côté, dénonce-t-il, les paysans sont chassés de leurs terres par les multinationales qui rachètent les terrains à prix d'or. Les tribaux, ces aborigènes premiers habitants de l'Inde, doivent quitter leurs forêts, expulsés par un gouvernement qui préfère y aménager des parcs nationaux pour attirer les touristes.* »

Son premier coup d'éclat a lieu au début des années 1970, dans la vallée de la Chambal, au centre du pays. L'endroit est un repère de bandits : les *dacoits*, ces paysans dépossédés de leur terre. Rajagopal les convainc de désarmer. Ils se constituent prisonniers en échange de terrains fertiles pour leur famille et d'une éducation pour leurs enfants. En une journée, 500 dacoits livrent leurs armes. Un exploit. En 1991, il crée **Ekta Parishad** (Forum uni). »



**EKTA PARISHAD
UN MOUVEMENT EN FAVEUR
DE LA JUSTICE SOCIALE**

Ekta Parishad est un mouvement populaire s'inspirant de la philosophie gandhienne : lutte non-violente (satyagraha en Hindi), désobéissance civile et négociation. Cette organisation regroupe 150 000 membres mais concerne près de 280 millions de Dalits et d'Adivasis, elle est présente dans 8 Etats et agit dans plus de 4000 villages. Elle a pour but, par des **actions non violentes**, d'obliger le gouvernement, la police, les administrateurs du département des forêts, à **mettre en acte les lois existantes** (la réforme agraire notamment) et à favoriser les politiques **d'aide aux plus démunis**.

En faisant prendre conscience aux Dalits et aux Adivasis de leurs droits, **Ekta Parishad permet de redonner la parole aux populations que l'industrialisation a réduite au silence**. Plus précisément, dans chaque village, les revendications, les plaintes ou les vœux des habitant-e-s sont collectés pour être examinés. Puis des groupes sont constitués avec l'aide d'assistant-e-s sociaux locaux pour mobiliser les communautés en vue d'actions de **recouvrement des terres** et de **régularisation de titres**, ainsi que de modes de cultures qui privilégient la préservation des sols, l'accès à l'eau et le

recours aux semences naturelles. Les femmes des communautés organisées par Ekta Parishad sont d'ailleurs en premières lignes pour affronter les autorités administratives et la police. Conscientes des enjeux que provoquent ces déplacements, elles organisent les assemblées, prévoient les actions à mener et se déplacent en nombre pour les manifestations.



« Pour eux, il est l'articulation de leur silence, la voix déterminée de leur vie détruite »

(La force de la vérité,
Helena Drakakis)

UNE ACTION NATIONALE : LE JANADESH 2007

Le mode d'action privilégié d'Ekta Parishad est le « padyatra », qui consiste en une **marche pacifique** d'informations et de revendications inspirée du modèle gandhien de "la marche du sel". En **octobre 2007**, une **marche de 350 km de Gwalior** (lieu symbolique où Rajagopal a fait déposer les armes aux Dacoïts) à **Delhi** réunira, pendant 20 jours, 25 000 intouchables sans terre venus des quatre coins de l'Inde. Plus de **100 000 participants** attendront les marcheurs pour une manifestation devant le Parlement indien. Depuis plus d'un an, la mobilisation se prépare (plusieurs rassemblements, des rencontres de Rajagopal avec le Premier

Ministre...) et elle entre aujourd'hui dans sa phase publique.

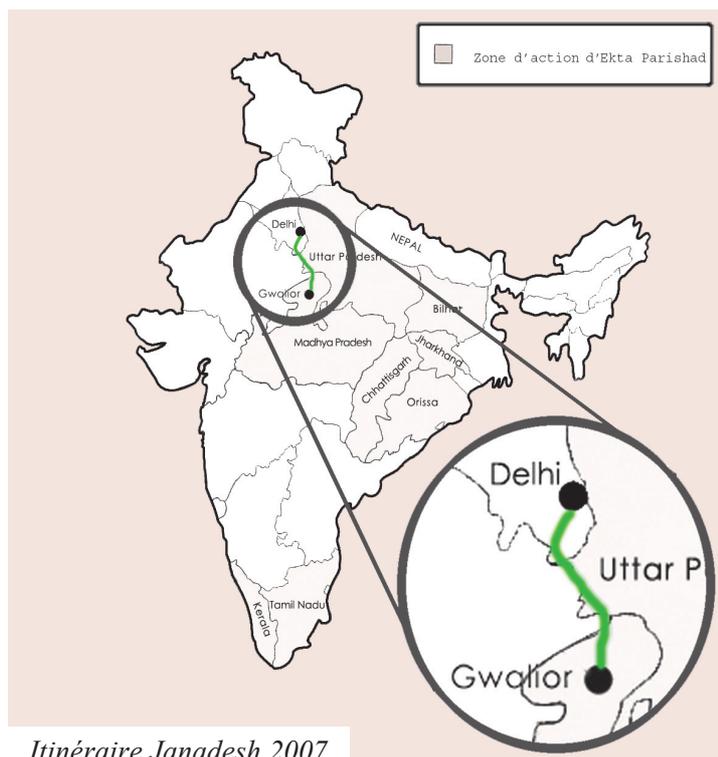
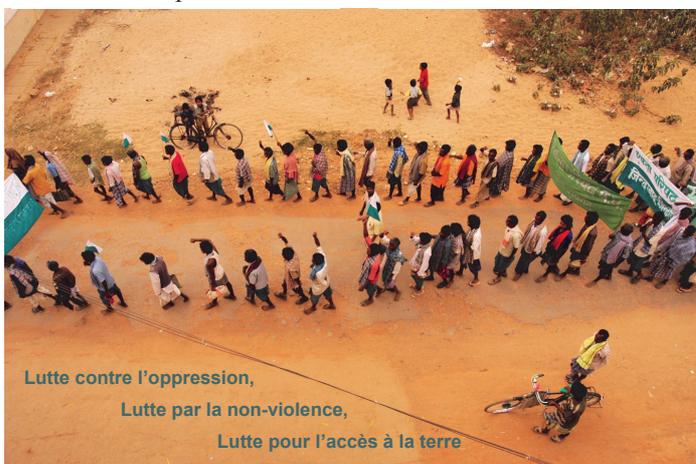
En prélude du Janadesh (signifie « la volonté du peuple »), en octobre 2006 est prévue, une marche suivant le même itinéraire, pour faire comprendre aux autorités indiennes que les revendications des paysans sans terre sont à prendre au sérieux. Car depuis les élec-

tions de 2004, le gouvernement a promis d'appliquer la réforme agraire existante mais les résultats se font toujours attendre.

Même si à chaque reprise, des résultats concrets ont été obtenus, toutes les revendications d'Ekta Parishad n'ont pas encore été entendues.



Une marche
au cœur
de l'Inde
pour le droit
des
deshérités



Itinéraire Janadesh 2007

**PARCE QU'IL FAUT ÊTRE CONSCIENT DES INJUSTICES
PARCE QU'IL FAUT ÊTRE CONSCIENT DE NOTRE POUVOIR D'ACTION
REPLAÇONS L'HUMAIN AU CŒUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS**

Les Etats se sont fixés comme objectif prioritaire du millénaire de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes victimes de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde.

Lors du Sommet en juin 2004, l'Union Européenne a marqué une volonté de relancer la coopération avec l'Inde dans plusieurs domaines et notamment en matière de développement destinée à aider l'Inde à atteindre les **Objectifs du millénaire** de lutte contre la pauvreté (source : article de Christophe Jaffrelot, le Monde Diplomatique de septembre 2006).

Mais les faits contredisent ou renforcent ces intentions pour le moins douteuses : l'Inde et les Etats-Unis viennent de conclure un accord de coopération sur le nucléaire civil et un accord libre-échangiste sur l'agriculture qui va promouvoir une agriculture industrielle, avec pour conséquence une concentration des terres.

Une deuxième « révolution verte », encore plus pernicieuse que celle des années 70, semble s'engager.

L'exclusion sociale des minorités ethniques, la discrimination des sexes et les castes d'intouchables sont au cœur du problème qui doivent être pris en compte par des stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté.

Les ressources naturelles, d'une richesse exceptionnelle dans ces régions d'Asie, joue un rôle déterminant dans le soutien à la vie quotidienne des plus pauvres.

L'action d'Ekta Parishad faisant pression sur le gouvernement pour résoudre le problème de la terre en Inde, favoriser une agriculture paysanne et assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire de ses citoyens est cruciale.

Soutenons les paysans sans terre et les tribaux de l'Inde dans leur lutte pour accéder aux **droits fondamentaux**.



« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants » (Saint-Exupéry)

UN SOUTIEN INTERNATIONAL

Parallèlement à cette mobilisation en Inde, en septembre 2007, une marche de Berne à Genève, « Land for Life », est prévue pour **sensibiliser l'opinion internationale** et placer la communauté internationale face à ses responsabilités (sit-in devant le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme).

Un réseau européen d'organisations partenaires (françaises, anglaise, suisse, belges, italiennes) relaye et soutient Ekta Parishad à travers des collectes de dons, des campagnes de lettres, des actions d'information auprès du public et des instances politiques....

En France

- Solidarité
www.solidarite.asso.fr
- Peuples Solidaires & Réseau Solidarité
www.peuples-solidaires.org
- Frères des Hommes
www.france-fdh.org
- le CRIDEV 35
www.ritimo.org

En Angleterre

- Action Village India
www.actionvillageindia.org.uk

En Suisse

- CESCO www.cesco.ch

En Belgique

- Les Amis du Mercy Home
- Le Centre Tricontinental
www.cetri.be

En Italie

- Satyagraha

EKTA PARISHAD ET SOLIDARITE

Depuis plus de 10 ans, Ekta Parishad et Solidarité entretiennent d'étroites relations: activités envers les sans terre et les tribaux, actions non-violentes, participation de Rajagopal P.V. aux formations organisées par Solidarité dans le Sud de l'Inde, rencontres et synergies avec les mouvements des sans terre d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

Fidèle soutien financier de la part de Solidarité dont près de 100 000€ en 2005 pour les activités post-tsunami initiées par Ekta Parishad dans le Sud de l'Inde: organisation de camps de jeunes, mise en place d'un centre de formation, mise en valeur des terres distribuées aux sans terre....



**DERNIÈRES NOUVELLES
D'EKTA PARISHAD**

Extrait du courriel
de P.V. Rajagopal
du 23 septembre 2006

« Les dernières nouvelles sont mauvaises et viennent du Chhattisgarh. L'Office des Forêts a détruit les récoltes de 600 familles tribales vivant dans 8 villages du district de Kawardha. C'est la même histoire qui se répète : les gens cultivent les terres pendant la mousson et l'Office des Forêts vient ensuite tout détruire. C'est ce qui s'est passé dernièrement pour une communauté tribale particulière, appelée les Baigas. C'est une lutte permanente entre l'Office des Forêts et les tribaux en Inde.

Par exemple, dans le village de Barpali, situé à 25km de Rourkela, deux usines sidérurgiques se sont installées des deux côtés du village. Vous seriez choqués de voir comment les gens survivent dans ce village hautement pollué. Certains ont migrés et d'autres sont tombés malades en restant dans ces villages.

Récemment, 12 Adivasis se sont fait tuer en Orissa. Leur crime : ne pas être d'accord pour donner leur terre à un groupe industriel voulant construire une usine d'acier.... »

QUELS SONT LES OBJECTIFS ?

1. **L'arrêt de toutes les expulsions et répressions** des Dalits et des tribaux et retour sur leur terre
2. La mise en place d'un **contrôle des abus** relatifs à la forêt, à l'eau et à la terre
3. La mise en place d'une véritable **réforme agraire** (distribution des terres aux communautés sans terre)
4. Un **moratoire des activités industrielles polluantes** tant qu'il n'y aura pas de garantie suffisante pour les populations affectées et la **réparation des dommages**

COMMENT AGIR ?

- 1) Participez à la campagne de lettres
Signez et envoyez une lettre en **France** (voir les cartes jointes)
 - Au **député** de votre circonscription (voir liste)
 - Au **sénateur** de votre département (voir liste)
 - Au **député européen** de votre région (voir liste)
 Signez et envoyez une lettre en **Inde** au **Premier Ministre** (lettre jointe dans le bulletin de Réseau Solidarité)
Dans ce type d'action, le nombre fait la force, alors n'hésitez pas, votre signature peut faire la différence...
- 2) Signez et diffusez largement la **pétition** « *La lutte des paysans sans terre en Inde* » destinée au gouvernement indien et renvoyez ces pétitions à Solidarité
- 3) Apportez un **soutien financier** aux activités d'Ekta Parishad
 - Soutenez un ou plusieurs marcheurs pendant le Janadesh 2007
 $______ \text{€} \times ______ \text{marcheur(s)} = ______ \text{€}$
NB: 15€ permet de nourrir un marcheur pendant la marche et 60€ permet d'assurer toute la logistique autour d'un marcheur
 - Soutenez les autres activités (formation des leaders locaux, aide juridique aux populations injustement accusées, organisation de manifestations citoyennes, émancipation des femmes...) en faisant un **don**
Vous recevrez un reçu fiscal. Votre impôt, si vous êtes imposable, est réduit de 66% du montant de votre don, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.
- 4) Achetez et portez, en signe de solidarité, la « **Gamcha** », l'écharpe en soie tissée à la main d'Ekta Parishad à 10€
- 5) Renvoyez le **coupon-réponse** ci-joint au siège de Solidarité
C'est important pour évaluer l'impact de la campagne, pour vous faire connaître ses résultats et pour informer les politiques.



SOLIDARITE
7bis, avenue Foch—BP52
81602 Gaillac Cedex
Téléphone : +33 5 63 41 01 14
Télécopie : +33 5 63 57 60 05
Site internet : www.solidarite.asso.fr
Messagerie : contact@solidarite.asso.fr

N° ISSN 0984-2691
Directeur de la publication: Jean-Louis Bato
Maquette—Composition: Dorothee Lebrét
Photos: Simon William

Face à l'injustice, soyons solidaires